

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 399 / novembre 2023

# ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

## AU 30 JUIN 2023

#### AVERTISSEMENT METHODOLOGIQUE :

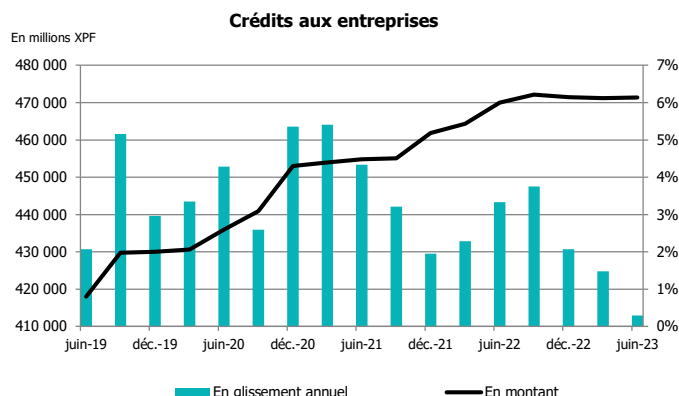
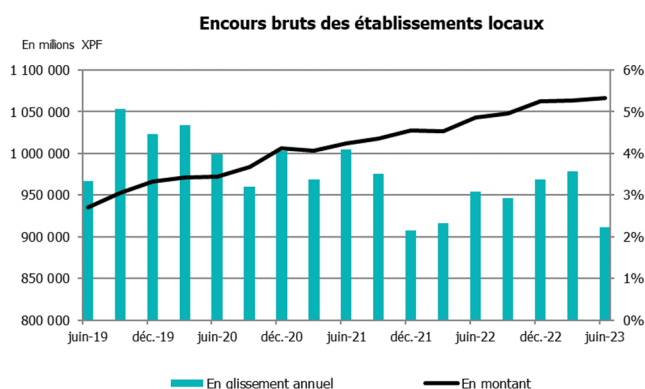
Un changement de périmètre entre les établissements de la zone d'émission et hors zone d'émission est intervenu cette année en application de la méthodologie (cf. encadré méthodologique infra en annexe). Cette requalification impacte notamment le niveau des statistiques des encours de crédits bruts, des dépôts et des créances douteuses. Les périmètres de la présente publication ne sont donc pas comparables aux publications d'avant 2023.

Après une année 2022 marquée par la reprise de l'économie calédonienne, le contexte économique est devenu moins porteur en 2023 avec le retour de nombreuses incertitudes (institutionnelles, dégradation des finances publiques, difficultés du secteur nickel...). Cette orientation moins favorable de la conjoncture économique, dans un environnement de taux plus élevés, a entraîné un repli de la production de crédits et un ralentissement de la croissance des encours depuis le début de l'année 2023. Ce repli intervient après une année 2022 exceptionnelle dans un contexte de forte reprise liée à la fin de la crise sanitaire, à la sortie du processus référendaire et au maintien d'un environnement de taux historiquement bas sur la première moitié de l'année.

Parallèlement, la collecte se contracte sur le trimestre et sur l'année. Cette baisse s'explique principalement par la tension des trésorerie des entreprises ainsi que par l'utilisation de fonds temporaires dans le cadre de la réalisation de grands projets. D'autres opportunités de placement, parfois en dehors de la zone monétaire du FCFP, ont également contribué significativement à cette baisse.

Dans ce contexte de forte divergence entre la dynamique des encours de crédits et celle des dépôts, le déficit local des emplois-ressources de la place bancaire calédonienne s'est fortement accru sur un an pour atteindre un niveau historiquement haut. Bien que le territoire soit sorti de la crise sanitaire début 2022, l'IEOM a continué de fournir de la liquidité au secteur bancaire afin de maintenir de bonnes conditions de financement dans la zone.

### La croissance des encours de crédits locaux ralentit



Après avoir atteint des records en 2022, la production de crédit se contracte fortement au 30 juin 2023 (-26,4 %). L'ampleur de ce recul s'explique notamment par le niveau historique de la production de crédit en 2022, porté par un regain de dynamisme de l'économie consécutif à la sortie du processus référendaire et de la crise sanitaire, dans un contexte de taux d'intérêt particulièrement bas. La production du 2e trimestre retrouve ainsi un niveau proche de celui des années pré-Covid à la même période. Cette production plus modeste entraîne un ralentissement de la croissance annuelle de l'encours brut des établissements financier de la zone d'émission (ECZE) à fin juin 2023 (+2,2 %, soit +23 Md XPF, après +3,1 % un an

auparavant). Dans le détail, ce ralentissement s'explique principalement par une moindre progression des crédits aux entreprises (+1,4 Md XPF, après +15,1 Md XPF), en lien avec la contraction des crédits d'exploitation qui n'est compensée que partiellement par la faible croissance des crédits d'investissement (+1,6 %).

À l'inverse, les crédits aux ménages restent dynamiques, leur encours progressant de 4,3 % sur un an (+19,9 Md XPF, après +14,7 Md XPF un an auparavant) tiré par les crédits à l'habitat (+5,7 %), tandis que les crédits à la consommation reculent (-3,3 %, soit -2,1 Md XPF)

En croissance rapide l'année précédente, l'encours des **créances douteuses brutes** des établissements installés localement poursuit sa hausse depuis le début de l'année 2023 (+15,1 % au 30 juin 2023, après +52,2 % à fin juin 2021). Le **taux de créances douteuses** s'élève à 5,52 % à fin juin 2023, dont 4,67 % sur le périmètre des banques FBF. Il s'inscrit en hausse sur un an (4,91 % un an plus tôt), en raison d'une part de l'arrêt des mesures de soutien en 2022, et d'autre part du ralentissement de l'économie en 2023.

L'encours des établissements **hors zone d'émission** augmente à nouveau en 2023 (+5,0 %). Il est composé pour moitié de crédits destinés aux collectivités locales dont l'encours s'accroît de 8,4 % sur un an au 30 juin 2023. Cet accroissement s'explique notamment par un prêt garanti par l'Etat et mis en œuvre par l'AFD de 20,88 Md XPF en juillet 2022 afin de financer notamment le déficit du Ruamm et des régimes sociaux, le plan de relance de l'économie calédonienne et les dépenses liées à la crise sanitaire. Pour rappel, il fait suite à un premier prêt de l'AFD garanti par l'Etat au Territoire de 28,6 milliards XPF en 2020 afin de financer les besoins liés à la crise sanitaire.

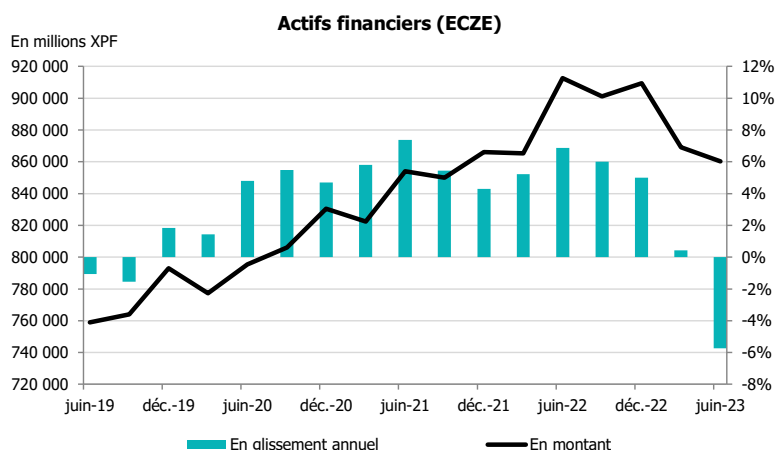
La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 21,7 % du total des engagements sains au 30 juin 2023 (contre 21,5 % au 30 juin 2022).

## La collecte des dépôts se replie au second trimestre

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques dans les établissements de crédit installés localement s'établit à 860 Md XPF. Après avoir ralenti progressivement sur les trois trimestres précédents, l'encours des dépôts se contracte significativement (-5,7 %) au second trimestre 2023. Cette baisse s'explique essentiellement par celle des dépôts à vue des entreprises (-23,7 %, soit -68,6 Md XPF, contre +51,7 Md XPF un an plus tôt), qui doivent faire face à des tensions de trésorerie causées par le ralentissement économique, le remboursement des PGE et l'inflation. Par ailleurs, certaines d'entre elles choisissent de placer une partie de leurs liquidités sur des produits financiers hors place bénéficiant de meilleurs rendements. Dans le même temps, les fonds destinés à un important projet d'investissement placés sur des comptes à vue s'amenuisent au fur et à mesure de leur utilisation.

Parallèlement, l'encours des actifs financiers des ménages augmente de 2,9 %, en légère accélération par rapport à la même période un an auparavant (+13,6 Md XPF, après +9,8 Md XPF).

Dans un contexte économique incertain et inflationniste, les ménages ont choisi de placer une partie de leur épargne sur des placements mieux rémunérés et plus avantageux fiscalement, au détriment des dépôts à vue (-0,3 %, après +4,7 % un an plus tôt) et de l'assurance-vie (+2,4 %, après +6,0 %), dont les rendements sont moins attractifs. Afin de protéger leur épargne de l'inflation, ils arbitrent en faveur des dépôts à terme (+36,1 %, après +26,8 %) et du livret A, (+33,9 %, après -1,8 %). C'est ainsi que les placements hors zone d'émission<sup>1</sup> ont progressé à un rythme soutenu (+6,1 %, après 4,5 % un an auparavant).



<sup>1</sup> Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission (HZE). L'encours des placements d'assurance-vie représente 84 % des placements HZE. Les avantages fiscaux jouent un rôle important dans ces choix de placement.

## Le déficit emplois-ressources de la place se dégrade à nouveau

Dans le contexte de forte divergence entre la dynamique des encours de crédits et celle des dépôts, le déficit local des emplois-ressources de la place bancaire calédonienne s'est fortement accru sur un an pour atteindre un niveau historiquement haut.

Après être resté stable autour de 220 milliards depuis 2019, le déficit local des emplois-ressources des banques Fédération Bancaire Française<sup>2</sup> se creuse considérablement en 2023. Il atteint 285,2 milliards XPF au 30 juin (+37,5 % sur un an) sur ce périmètre FBF. Cette hausse s'explique par une augmentation de l'encours de crédits bruts sur un an, bien qu'en ralentissement, (+23,8 Md XPF), tandis que la collecte locale des dépôts se contracte sur la même période (-54,0 Md XPF).

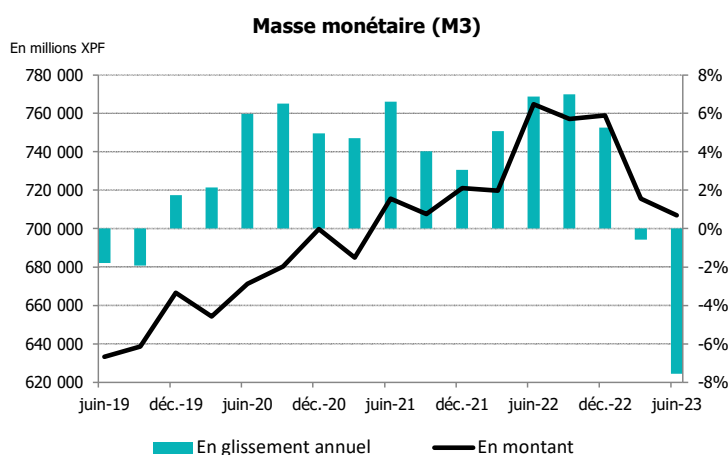
Sur le périmètre plus large des EFIL (Etablissements Financier Installés Localement), le déficit emploi-ressources se creuse également (+23,6 % sur un an) pour atteindre un niveau historiquement haut (412,6 milliards XPF au 30 juin - cf Annexe en page 5). Le périmètre des EFIL tient compte des établissements publics à statut particulier qui de manière réglementaire placent leurs liquidités en zone euro.

Afin de financer leur déficit emplois-ressources, les banques ont principalement recours à des emprunts interbancaires auprès des groupes bancaires en Hexagone, et au refinancement auprès de l'IEOM (cf. encadré en bas de page). Certaines ont également recours à la collecte, plus marginale, de dépôts hors zone,

## La croissance de la masse monétaire se contracte

Après avoir cru de manière soutenue pendant 3 ans, la **masse monétaire (M3)** se replie depuis le début de l'année 2023, particulièrement au 2<sup>e</sup> trimestre (-7,6 %). Cette baisse s'explique par celle des dépôts à vue (-13,4 %, après +13,3 % un an plus tôt) qui représentent plus de la moitié de la masse monétaire, compensée en partie par la hausse des dépôts à terme (+4,7 %)

La **position extérieure nette**<sup>3</sup> s'établit à -127 milliards XPF au 30 juin 2023, en détérioration par rapport à la même période l'année précédente (-122 Md XPF en juin 2022). Ce solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se creuse en rythme annuel (+3,8 %), du fait de la hausse des engagements hors zone d'émission (+37,7 Md XPF), plus forte que celle des avoirs des établissements de crédits hors zone d'émission (+33,0 Md XPF).



### Encadré : La normalisation de la politique monétaire

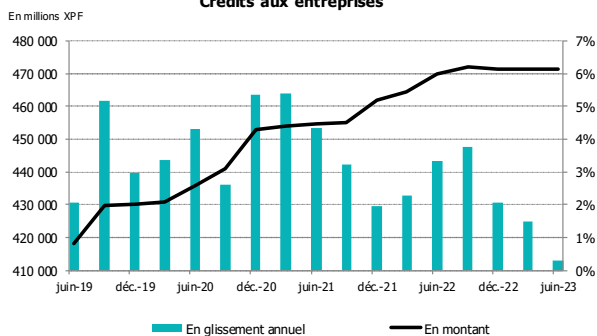
De fin 2019 à juillet 2022, l'IEOM a mené une politique monétaire accommodante de soutien à l'économie en réponse à la crise sanitaire en maintenant un niveau de taux d'intérêt historiquement bas. Parallèlement, l'IEOM a également modernisé le cadre de sa politique monétaire avec l'apport de plusieurs lignes de refinancement auprès des établissements locaux basées sur des durées plus longues (de 6 à 36 mois) afin de soutenir la liquidité bancaire de la zone monétaire Pacifique et le financement global des économies de ses trois collectivités d'outre-mer. Ces nouveaux instruments marquent un changement de dimension par rapport à la politique antérieure.

A partir de l'été 2022 et en cohérence avec l'action de la BCE et des principales banques centrales, l'IEOM a engagé une hausse de ses taux directeurs afin de lutter contre les tensions inflationnistes inédites qui ont fortement affecté la zone monétaire du franc Pacifique. Entre août 2022 et juin 2023, le taux de facilité des dépôts est ainsi passé de -0,20 % à 3,70 %, et le taux de référence des lignes de refinancement de -0,10 % à +3,90 %.

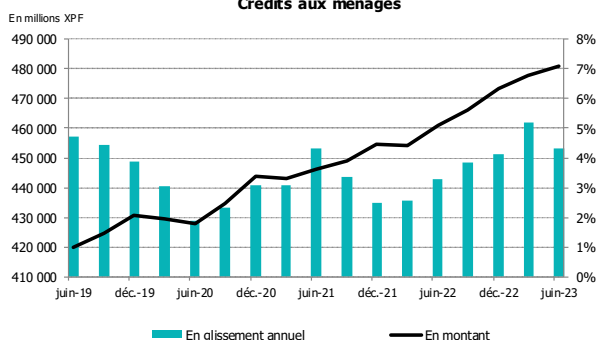
Bien que le contexte économique des trois collectivités se soit amélioré depuis le début 2022 (sortie de la crise-Covid), l'IEOM continue d'apporter des ressources aux établissements de crédit afin de soutenir la liquidité. L'encours des lignes de refinancement de l'IEOM (entre 6 et 36 mois) pour la Nouvelle-Calédonie s'établissait ainsi à 106 milliards XPF en juin 2023.

<sup>2</sup> NB : Alors que l'analyse faite dans cette note est réalisée sur le périmètre des EFIL (cf. encadré « Méthodologie » p8), le calcul du déficit emplois-ressources est également présenté sur le périmètre plus restreint des banques FBF. Ce périmètre des banques FBF couvre l'essentiel de l'activité bancaire en Nouvelle-Calédonie et exclut les établissements publics à statut particulier.

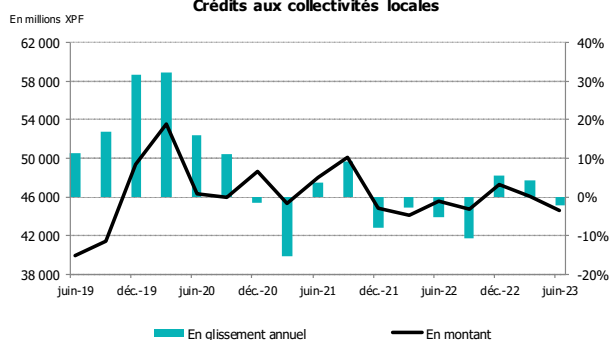
## Crédits aux entreprises



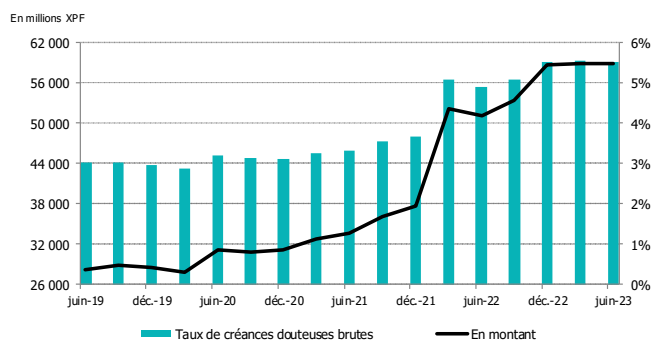
## Crédits aux ménages



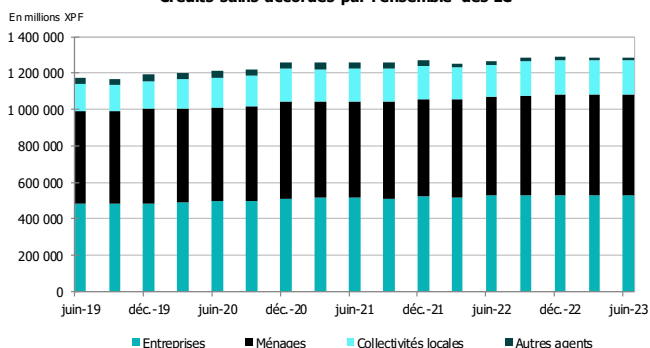
## Crédits aux collectivités locales



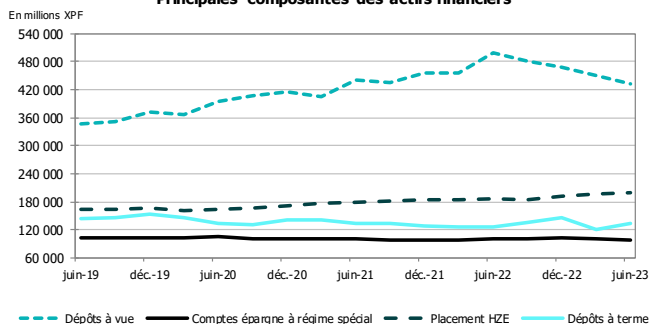
## Créances douteuses brutes (ECZE)



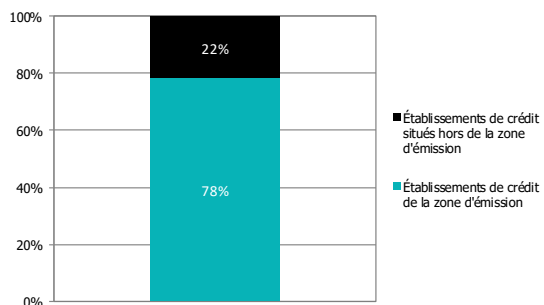
## Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



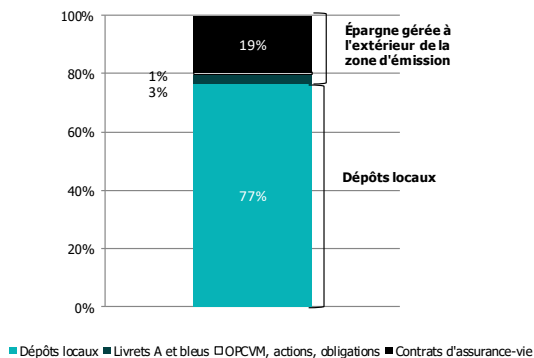
## Principales composantes des actifs financiers



## Répartition des concours bancaires sains



## Répartition des dépôts



## Tableaux statistiques

### Le système bancaire local

#### Composantes de la masse monétaire

En millions de XPF	juin-18	juin-19	juin-20	juin-21	juin-22	sept.-22	déc.-22	mars-23	juin-23	Variations	
										1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	21 712	22 408	24 201	26 236	25 136	25 235	26 001	25 049	24 839	-4,5%	-1,2%
<i>Billets</i>	19 472	20 137	21 882	23 857	22 670	22 736	23 499	22 535	22 303	-5,1%	-1,6%
<i>Pièces</i>	2 240	2 272	2 319	2 379	2 466	2 499	2 502	2 514	2 537	1,4%	2,9%
Dépôts à vue	343 186	346 682	393 635	439 588	498 151	479 714	467 946	449 953	431 280	-7,8%	-13,4%
<b>TOTAL M1</b>	<b>364 898</b>	<b>369 090</b>	<b>417 836</b>	<b>465 824</b>	<b>523 287</b>	<b>504 949</b>	<b>493 947</b>	<b>475 002</b>	<b>456 120</b>	<b>-7,7%</b>	<b>-12,8%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>121 674</b>	<b>119 267</b>	<b>120 827</b>	<b>114 962</b>	<b>114 641</b>	<b>115 405</b>	<b>118 110</b>	<b>118 423</b>	<b>118 011</b>	<b>-0,1%</b>	<b>2,9%</b>
Comptes sur livrets	121 221	118 803	120 292	114 367	113 992	114 684	117 316	117 504	116 976	-0,3%	2,6%
Comptes épargne logement	453	464	535	595	649	720	794	919	1 034	30,4%	59,5%
<b>TOTAL M2</b>	<b>486 572</b>	<b>488 358</b>	<b>538 663</b>	<b>580 786</b>	<b>637 928</b>	<b>620 354</b>	<b>612 057</b>	<b>593 425</b>	<b>574 131</b>	<b>-6,2%</b>	<b>-10,0%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>158 221</b>	<b>144 951</b>	<b>132 511</b>	<b>134 750</b>	<b>126 859</b>	<b>136 658</b>	<b>146 930</b>	<b>122 085</b>	<b>132 814</b>	<b>-9,6%</b>	<b>4,7%</b>
Dépôts à terme	158 221	144 951	132 511	134 750	126 859	136 658	146 930	122 085	132 814	-9,6%	4,7%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL M3</b>	<b>644 793</b>	<b>633 309</b>	<b>671 174</b>	<b>715 536</b>	<b>764 787</b>	<b>757 012</b>	<b>758 987</b>	<b>715 510</b>	<b>706 944</b>	<b>-6,9%</b>	<b>-7,6%</b>
<b>P1</b>	<b>4 816</b>	<b>4 639</b>	<b>4 537</b>	<b>4 472</b>	<b>4 439</b>	<b>4 404</b>	<b>4 461</b>	<b>4 459</b>	<b>4 482</b>	<b>0,5%</b>	<b>1,0%</b>
Plans d'épargne logement	4 499	4 356	4 231	4 181	4 155	4 134	4 195	4 196	4 174	-0,5%	0,5%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	317	282	306	291	284	269	266	263	307	15,5%	8,4%
<b>M3+P1</b>	<b>649 609</b>	<b>637 948</b>	<b>675 711</b>	<b>720 008</b>	<b>769 226</b>	<b>761 415</b>	<b>763 448</b>	<b>719 968</b>	<b>711 426</b>	<b>-6,8%</b>	<b>-7,5%</b>

#### Contreparties de la masse monétaire

En millions de XPF	juin-18	juin-22	sept.-22	déc.-22	mars-23	juin-23	Variations		
							1 sem	1 an	
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>142 816</b>	<b>104 404</b>	<b>109 194</b>	<b>110 763</b>	<b>98 835</b>	<b>95 653</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-8,4%</b>	
Institut d'émission		52 377	52 814	51 923	37 609	11 121	11 004	-70,7%	-79,2%
Établissements de crédit		90 440	51 590	57 271	73 154	87 714	84 650	15,7%	64,1%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>24 771</b>	<b>24 294</b>	<b>24 110</b>	<b>23 621</b>	<b>23 331</b>	<b>23 734</b>	<b>0,5%</b>	<b>-2,3%</b>	
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>477 205</b>	<b>629 306</b>	<b>623 707</b>	<b>624 602</b>	<b>586 050</b>	<b>580 208</b>	<b>-7,1%</b>	<b>-7,8%</b>	
Concours de caractère bancaire des EC locaux		904 549	1 042 916	1 047 765	1 062 066	1 063 590	1 066 149	0,4%	2,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)		427 343	413 609	424 058	437 464	477 539	485 940	11,1%	17,5%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>		78 962	81 757	81 672	81 820	80 713	83 319	1,8%	1,9%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>		15 672	19 943	20 321	21 251	22 586	22 652	6,6%	13,6%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>		211 799	174 086	164 315	168 086	188 129	211 770	26,0%	21,6%
<i>Épargne contractuelle</i>		4 816	4 439	4 404	4 461	4 459	4 482	0,5%	1,0%
<i>Divers</i>		116 095	133 384	153 345	161 846	181 652	163 718	1,2%	22,7%
<b>Total M3</b>	<b>644 793</b>	<b>758 004</b>	<b>757 012</b>	<b>758 987</b>	<b>708 216</b>	<b>699 596</b>	<b>-7,8%</b>	<b>-7,7%</b>	
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-121 360</b>	<b>-122 497</b>	<b>-107 045</b>	<b>-94 931</b>	<b>-100 416</b>	<b>-127 120</b>	<b>-33,9%</b>	<b>-3,8%</b>	

#### Équilibre emplois - ressources

En millions de XPF	juin-19	juin-20	juin-21	juin-22	sept.-22	déc.-22	mars-23	juin-23	Variations		
									1 sem	1 an	
<b>Emplois</b>	<b>972 232</b>	<b>1 062 740</b>	<b>1 128 294</b>	<b>1 188 341</b>	<b>1 177 768</b>	<b>1 175 240</b>	<b>1 160 895</b>	<b>1 166 152</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-1,9%</b>	
Excédent des opérations diverses des EC		4 252	235	7 667	25 248	26 542	26 424	23 688	29 301	10,9%	16,1%
Crédits bruts (1)		934 702	971 932	1 011 775	1 042 916	1 047 765	1 062 066	1 063 590	1 066 149	0,4%	2,2%
Réserves obligatoires et libres		33 278	90 573	108 852	120 177	103 461	86 750	73 616	70 703	-18,5%	-41,2%
Position extérieure nette des EC (si positive)		0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>972 232</b>	<b>1 062 740</b>	<b>1 128 294</b>	<b>1 188 341</b>	<b>1 177 768</b>	<b>1 175 240</b>	<b>1 160 895</b>	<b>1 166 152</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-1,9%</b>	
Dépôts collectés (- encaisses) (2)		580 236	614 720	658 074	709 009	701 422	703 743	661 741	653 516	-7,1%	-7,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées		88 577	94 938	98 775	101 700	101 994	103 071	103 299	105 971	2,8%	4,2%
Excédent des opérations diverses des EC		120 676	136 040	127 368	132 058	142 110	141 387	146 552	138 017	-2,4%	4,5%
Financements IEOM (dont réescompte et LR)		10 012	72 108	97 186	123 077	125 197	132 108	148 887	141 529	7,1%	15,0%
Position extérieure nette des EC (si négative)		172 731	144 934	146 892	122 497	107 045	94 931	100 416	127 120	33,9%	3,8%
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle (=1-2)*</b>	<b>354 466</b>	<b>357 212</b>	<b>353 701</b>	<b>333 907</b>	<b>346 343</b>	<b>358 323</b>	<b>401 849</b>	<b>412 633</b>	<b>15,2%</b>	<b>23,6%</b>	

\* Solde positif = déficit ; Solde négatif = excédent

## Les placements

En millions de XPF	juin-19	juin-20	juin-21	juin-22	En millions de XPF				Variations	
					sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>219 957</b>	<b>246 637</b>	<b>291 589</b>	<b>344 886</b>	<b>331 221</b>	<b>335 268</b>	<b>296 933</b>	<b>274 537</b>	<b>-18,1%</b>	<b>-20,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>176 964</b>	<b>201 054</b>	<b>237 458</b>	<b>289 160</b>	<b>267 427</b>	<b>258 521</b>	<b>245 973</b>	<b>220 534</b>	<b>-14,7%</b>	<b>-23,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>42 297</b>	<b>45 352</b>	<b>54 081</b>	<b>55 682</b>	<b>63 752</b>	<b>76 624</b>	<b>50 914</b>	<b>53 907</b>	<b>-29,6%</b>	<b>-3,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	182	217	208	253	191	150	222	199	32,6%	-21,2%
Placements indexés sur les taux de marché	42 115	45 134	53 873	55 429	63 561	76 474	50 692	53 707	-29,8%	-3,1%
<i>dont comptes à terme</i>	41 970	45 097	53 847	55 403	63 535	76 448	50 666	53 681	-29,8%	-3,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	145	37	26	26	26	26	26	26	0,9%	1,2%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>697</b>	<b>231</b>	<b>50</b>	<b>44</b>	<b>42</b>	<b>123</b>	<b>47</b>	<b>95</b>	<b>-22,2%</b>	<b>116,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	687	223	41	36	34	102	38	74	-27,9%	105,0%
<b>Ménages</b>	<b>427 877</b>	<b>441 683</b>	<b>453 658</b>	<b>463 533</b>	<b>461 018</b>	<b>474 075</b>	<b>474 445</b>	<b>477 171</b>	<b>0,7%</b>	<b>2,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>138 385</b>	<b>150 565</b>	<b>157 382</b>	<b>164 776</b>	<b>164 789</b>	<b>168 017</b>	<b>164 498</b>	<b>164 276</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-0,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>144 168</b>	<b>144 607</b>	<b>133 615</b>	<b>127 904</b>	<b>129 007</b>	<b>131 790</b>	<b>133 450</b>	<b>136 950</b>	<b>3,9%</b>	<b>7,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	114 294	116 118	110 116	110 692	111 270	113 825	114 150	113 539	-0,3%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	93 401	94 971	90 417	91 282	91 300	93 010	90 511	87 615	-5,8%	-4,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	464	535	595	649	720	793	919	1 033	30,1%	59,2%
Placements indexés sur les taux de marché	29 874	28 489	23 499	17 212	17 738	17 966	19 300	23 412	30,3%	36,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	29 741	28 375	23 437	17 153	17 679	17 903	19 241	23 352	30,4%	36,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM monétaires</i>	133	114	62	59	59	62	59	60	-3,8%	1,3%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>145 325</b>	<b>146 511</b>	<b>162 661</b>	<b>170 853</b>	<b>167 221</b>	<b>174 268</b>	<b>176 498</b>	<b>175 945</b>	<b>1,0%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4 354	4 224	4 170	4 149	4 128	4 188	4 185	4 167	-0,5%	0,4%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	2 826	2 368	2 931	2 622	2 690	3 055	3 354	3 654	19,6%	39,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	1 293	1 135	1 196	545	869	684	927	692	1,2%	27,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	136 569	138 477	154 073	163 254	159 265	166 074	167 768	167 125	0,6%	2,4%
<b>Autres agents</b>	<b>111 120</b>	<b>106 976</b>	<b>108 794</b>	<b>104 276</b>	<b>108 898</b>	<b>100 176</b>	<b>97 824</b>	<b>108 631</b>	<b>8,4%</b>	<b>4,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>31 333</b>	<b>42 015</b>	<b>44 748</b>	<b>44 215</b>	<b>47 498</b>	<b>41 409</b>	<b>39 483</b>	<b>46 470</b>	<b>12,2%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>78 097</b>	<b>63 580</b>	<b>62 153</b>	<b>58 005</b>	<b>59 394</b>	<b>56 720</b>	<b>56 237</b>	<b>60 084</b>	<b>5,9%</b>	<b>3,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4 789	4 489	4 636	3 693	3 942	4 133	4 051	4 263	3,1%	15,4%
Placements indexés sur les taux de marché	73 308	59 091	57 518	54 312	55 452	52 587	52 186	55 821	6,2%	2,8%
<i>dont comptes à terme</i>	73 240	59 039	57 466	54 304	55 444	52 579	52 178	55 781	6,1%	2,7%
<i>dont obligations</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 690</b>	<b>1 380</b>	<b>1 893</b>	<b>2 056</b>	<b>2 005</b>	<b>2 048</b>	<b>2 104</b>	<b>2 077</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>758 955</b>	<b>795 296</b>	<b>854 042</b>	<b>912 695</b>	<b>901 136</b>	<b>909 519</b>	<b>869 202</b>	<b>860 339</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-5,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>346 682</b>	<b>393 635</b>	<b>439 588</b>	<b>498 151</b>	<b>479 714</b>	<b>467 946</b>	<b>449 953</b>	<b>431 280</b>	<b>-7,8%</b>	<b>-13,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>264 562</b>	<b>253 539</b>	<b>249 850</b>	<b>241 591</b>	<b>252 153</b>	<b>265 135</b>	<b>240 601</b>	<b>250 942</b>	<b>-5,4%</b>	<b>3,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	119 264	120 825	114 960	114 639	115 403	118 108	118 423	118 001	-0,1%	2,9%
Placements indexés sur les taux de marché	145 298	132 714	134 890	126 952	136 750	147 026	122 178	132 940	-9,6%	4,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>147 711</b>	<b>148 123</b>	<b>164 604</b>	<b>172 953</b>	<b>169 269</b>	<b>176 438</b>	<b>178 648</b>	<b>178 117</b>	<b>1,0%</b>	<b>3,0%</b>

	En millions de XPF								Variations	
	juin-19	juin-20	juin-21	juin-22	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>595 067</b>	<b>630 831</b>	<b>674 628</b>	<b>725 282</b>	<b>716 885</b>	<b>717 401</b>	<b>672 075</b>	<b>661 544</b>	<b>-7,8%</b>	<b>-8,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>346 682</b>	<b>393 635</b>	<b>439 588</b>	<b>498 151</b>	<b>479 714</b>	<b>467 946</b>	<b>449 953</b>	<b>431 280</b>	<b>-7,8%</b>	<b>-13,4%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>103 434</b>	<b>104 685</b>	<b>100 290</b>	<b>100 271</b>	<b>100 512</b>	<b>102 525</b>	<b>100 037</b>	<b>97 450</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-2,8%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	97 835	99 112	94 727	94 703	94 923	96 817	94 233	91 528	-5,5%	-3,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	464	535	595	649	720	794	919	1 034	30,4%	59,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4 356	4 231	4 181	4 155	4 134	4 195	4 196	4 174	-0,5%	0,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	282	306	291	284	269	266	263	307	15,5%	8,4%
<b>Placements indexés sur les taux de marché</b>	<b>144 951</b>	<b>132 511</b>	<b>134 750</b>	<b>126 859</b>	<b>136 658</b>	<b>146 930</b>	<b>122 085</b>	<b>132 814</b>	<b>-9,6%</b>	<b>4,7%</b>
<i>Dépôts à terme</i>	144 951	132 511	134 750	126 859	136 658	146 930	122 085	132 814	-9,6%	4,7%
<i>Bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<i>Obligations</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s.	n.s.
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>163 887</b>	<b>164 465</b>	<b>179 414</b>	<b>187 414</b>	<b>184 252</b>	<b>192 118</b>	<b>197 127</b>	<b>198 792</b>	<b>3,5%</b>	<b>6,1%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	20 469	20 677	19 142	18 807	19 294	20 045	22 845	25 031	24,9%	33,1%
<i>dont actions</i>	2 657	2 250	2 835	2 756	2 840	3 214	3 523	3 422	6,5%	24,2%
<i>dont obligations</i>	782	491	601	407	397	404	390	771	90,8%	89,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	347	203	140	93	93	96	93	126	31,4%	36,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3 064	2 368	2 623	1 941	2 213	2 134	2 372	2 185	2,4%	12,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	136 569	138 477	154 073	163 410	159 415	166 226	167 904	167 258	0,6%	2,4%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>758 955</b>	<b>795 296</b>	<b>854 042</b>	<b>912 695</b>	<b>901 136</b>	<b>909 519</b>	<b>869 202</b>	<b>860 336</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-5,7%</b>

## Les concours des établissements locaux

En millions de XPF	juin-19	juin-20	juin-21	juin-22	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	83 777	91 233	102 350	115 579	102 946	96 757	98 644	110 774	14,5%	-4,2%
<i>Créances commerciales</i>	2 244	1 394	1 333	1 618	1 730	1 496	1 969	1 890	26,4%	16,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	58 538	69 045	79 811	90 619	76 497	74 662	72 912	82 604	10,6%	-8,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 858	2 230	2 744	3 499	2 788	2 561	2 687	3 429	33,9%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22 996	20 795	21 206	23 342	24 719	20 599	23 763	26 280	27,6%	12,6%
Crédits d'investissement	191 123	198 413	203 588	185 853	209 538	214 367	212 927	188 787	-11,9%	1,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	182 080	189 453	194 897	175 988	199 426	203 540	202 264	178 415	-12,3%	1,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 855	4 752	4 706	4 437	5 263	4 386	4 241	3 403	-22,4%	-23,3%
<i>Crédit-bail</i>	9 042	8 960	8 691	9 865	10 112	10 827	10 663	10 372	-4,2%	5,1%
Crédits à l'habitat	133 261	135 932	138 330	148 878	148 205	147 637	146 991	146 189	-1,0%	-1,8%
Autres crédits	9 859	10 373	10 571	19 671	11 481	12 668	12 615	25 624	102,3%	30,3%
<b>Encours sain</b>	<b>418 020</b>	<b>435 951</b>	<b>454 840</b>	<b>469 981</b>	<b>472 170</b>	<b>471 429</b>	<b>471 176</b>	<b>471 374</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	62 757	60 999	63 106	64 750	63 685	64 004	63 530	62 594	-2,2%	-3,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	48 814	48 520	50 627	52 211	51 629	52 488	52 214	51 466	-1,9%	-1,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 001	3 230	3 517	4 216	4 068	3 781	3 795	3 811	0,9%	-9,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 941	9 250	8 962	8 322	7 988	7 736	7 521	7 318	-5,4%	-12,1%
Crédits à l'habitat	353 656	363 656	380 236	393 547	399 753	406 598	411 499	415 838	2,3%	5,7%
Autres crédits	3 504	3 184	3 044	2 776	2 909	2 879	2 748	2 563	-11,0%	-7,7%
<b>Encours sain</b>	<b>419 917</b>	<b>427 840</b>	<b>446 386</b>	<b>461 072</b>	<b>466 348</b>	<b>473 482</b>	<b>477 776</b>	<b>480 995</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	3 269	9 375	8 689	7 151	6 060	5 529	5 321	5 044	-8,8%	-29,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 561	8 065	7 487	5 360	4 590	4 084	3 721	3 408	-16,5%	-36,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 707	1 309	1 202	1 791	1 470	1 445	1 600	1 636	13,2%	-8,7%
Crédits d'investissement	36 710	36 868	39 347	32 139	32 512	35 711	34 761	33 789	-5,4%	5,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	36 249	36 483	39 022	31 931	32 307	35 540	34 610	33 657	-5,3%	5,4%
Autres crédits	0	100	0	226	150	149	149	342	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>39 979</b>	<b>46 343</b>	<b>48 036</b>	<b>45 595</b>	<b>44 739</b>	<b>47 298</b>	<b>46 023</b>	<b>44 638</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-2,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>28 584</b>	<b>30 684</b>	<b>28 901</b>	<b>15 106</b>	<b>11 187</b>	<b>11 263</b>	<b>9 754</b>	<b>10 265</b>	<b>-8,9%</b>	<b>-32,0%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>906 500</b>	<b>940 817</b>	<b>978 163</b>	<b>991 755</b>	<b>994 443</b>	<b>1 003 472</b>	<b>1 004 730</b>	<b>1 007 272</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,6%</b>
Créances douteuses brutes	28 202	31 119	33 613	51 161	53 322	58 602	58 866	58 879	0,5%	15,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	12 292	14 585	14 858	31 218	33 001	37 352	36 280	36 228	-3,0%	16,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	7 649	9 851	9 761	10 760	11 332	14 948	14 015	13 669	-8,6%	27,0%
<i>(dt) Ménages</i>	4 435	4 425	4 969	6 505	7 499	8 060	7 977	8 321	3,2%	27,9%
<i>Provisions</i>	15 911	16 534	18 754	19 943	20 321	21 251	22 586	22 652	6,6%	13,6%
<b>Encours brut total</b>	<b>934 702</b>	<b>971 936</b>	<b>1 011 775</b>	<b>1 042 916</b>	<b>1 047 766</b>	<b>1 062 074</b>	<b>1 063 596</b>	<b>1 066 152</b>	<b>0,4%</b>	<b>2,2%</b>
Taux de créances douteuses	3,02%	3,20%	3,32%	4,91%	5,09%	5,52%	5,53%	5,52%	0,00 pts	0,62 pts
Taux de provisionnement	56,4%	53,1%	55,8%	39,0%	38,1%	36,3%	38,4%	38,5%	2,2 pts	-0,5 pt

## Ensemble des établissements financiers

En millions de XPF	juin-19	juin-20	juin-21	juin-22	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	84 149	91 303	102 420	116 883	104 200	96 758	98 647	110 777	14,5%	-5,2%
<i>Créances commerciales</i>	2 244	1 394	1 346	1 618	1 730	1 496	1 969	1 890	26,4%	16,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	58 854	69 058	79 811	91 922	77 751	74 663	72 915	82 607	10,6%	-10,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 858	2 230	2 744	3 550	2 789	2 562	2 690	3 431	33,9%	-3,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	23 051	20 851	21 263	23 342	24 719	20 599	23 763	26 280	27,6%	12,6%
Crédits d'investissement	232 644	230 831	237 853	219 332	243 007	247 694	246 641	222 197	-10,3%	1,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	223 298	221 486	228 534	209 467	232 894	236 867	235 978	211 826	-10,6%	1,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 855	4 752	4 706	4 437	5 263	4 386	4 241	3 403	-22,4%	-23,3%
<i>Crédit-bail</i>	9 346	9 345	9 320	9 865	10 112	10 827	10 663	10 372	-4,2%	5,1%
Crédits à l'habitat	160 350	162 870	163 167	171 258	170 557	169 864	168 920	168 656	-0,7%	-1,5%
Autres crédits	9 992	10 573	11 269	20 864	12 722	13 989	14 235	27 330	95,4%	31,0%
<b>Encours sain</b>	<b>487 135</b>	<b>495 577</b>	<b>514 709</b>	<b>528 336</b>	<b>530 486</b>	<b>528 305</b>	<b>528 442</b>	<b>528 960</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	74 956	73 530	74 899	75 691	74 453	74 810	73 956	72 919	-2,5%	-3,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	61 013	61 051	62 420	63 132	62 375	63 255	62 602	61 655	-2,5%	-2,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 001	3 230	3 517	4 236	4 089	3 819	3 833	3 947	3,4%	-6,8%
<i>Crédit-bail</i>	9 941	9 250	8 962	8 322	7 988	7 736	7 521	7 318	-5,4%	-12,1%
Crédits à l'habitat	426 493	438 411	453 497	462 249	467 814	474 051	477 607	480 724	1,4%	4,0%
Autres crédits	3 549	3 223	3 085	2 809	2 941	2 908	2 775	2 589	-11,0%	-7,8%
<b>Encours sain</b>	<b>504 998</b>	<b>515 164</b>	<b>531 481</b>	<b>540 749</b>	<b>545 207</b>	<b>551 769</b>	<b>554 338</b>	<b>556 233</b>	<b>0,8%</b>	<b>2,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	3 269	9 375	8 689	7 151	6 060	5 529	5 321	5 044	-8,8%	-29,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 561	8 065	7 487	5 360	4 590	4 084	3 721	3 408	-16,5%	-36,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1 707	1 309	1 202	1 791	1 470	1 445	1 600	1 636	13,2%	-8,7%
Crédits d'investissement	142 223	153 501	171 198	160 453	176 478	181 200	175 096	172 824	-4,6%	7,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	141 762	153 116	170 873	160 245	176 274	181 030	174 945	172 691	-4,6%	7,8%
<i>Crédit-bail</i>	461	385	325	209	204	171	151	133	-22,3%	-36,4%
Crédits à l'habitat	0	0	0	6 080	6 018	5 909	5 791	5 463	n.s.	n.s.
Autres crédits	101	192	0	226	150	149	149	342	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>145 593</b>	<b>163 068</b>	<b>179 887</b>	<b>173 909</b>	<b>188 706</b>	<b>192 788</b>	<b>186 358</b>	<b>183 673</b>	<b>-4,7%</b>	<b>5,6%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>35 178</b>	<b>36 338</b>	<b>34 502</b>	<b>20 827</b>	<b>18 310</b>	<b>18 691</b>	<b>16 712</b>	<b>16 798</b>	<b>-10,1%</b>	<b>-19,3%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 172 904</b>	<b>1 210 146</b>	<b>1 260 578</b>	<b>1 263 822</b>	<b>1 282 709</b>	<b>1 291 553</b>	<b>1 285 850</b>	<b>1 285 664</b>	<b>-0,5%</b>	<b>1,7%</b>
<i>dont ECHZE</i>	266 404	269 329	282 416	272 067	288 265	288 081	281 121	278 391	-3,4%	2,3%
Créances douteuses brutes	42 413	43 741	46 705	64 126	66 350	71 565	80 266	79 860	11,6%	24,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	20 578	21 238	21 443	38 146	40 092	43 030	50 297	49 606	15,3%	30,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	14 502	15 511	14 871	15 625	16 195	18 571	17 632	17 093	-8,0%	9,4%
<i>(dt) Ménages</i>	5 868	5 407	6 445	8 568	9 727	10 115	10 021	10 433	3,1%	21,8%
Provisions	21 835	22 503	25 262	25 980	26 257	28 535	29 969	30 254	6,0%	16,4%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 215 317</b>	<b>1 253 887</b>	<b>1 307 283</b>	<b>1 327 948</b>	<b>1 349 059</b>	<b>1 363 118</b>	<b>1 366 116</b>	<b>1 365 524</b>	<b>0,2%</b>	<b>2,8%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,49%	3,49%	3,57%	4,83%	4,92%	5,25%	5,88%	5,85%	0,6 pts	1,0 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	51,5%	51,4%	54,1%	40,5%	39,6%	39,9%	37,3%	37,9%	-2,0 pts	-2,6 pt

### METHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations RUBA (Reporting Unifié des Banques et Assimilés) des établissements financiers et des sociétés de financement.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements financiers :
  - les établissements de financiers de la zone d'émission (EFZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements financiers hors zone d'émission (EFHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les EFHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des EFZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.

- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

- Le concept de position extérieure nette retenu dans les statistiques de l'IEOM représente la différence entre les avoirs et les engagements hors de la place bancaire des établissements de crédit locaux, soit essentiellement le solde (Actif-Passif) des opérations de trésorerie et interbancaires des EF d'une géographie en dehors de cette géographie (« hors du territoire ou département outre-mer » pour les contreparties résidentes, et toutes zones pour les contreparties non résidentes).